

## MINISTERIE VAN LANDBOUW

N. 86 — 1993

**19 DECEMBER 1986.** — Ministerieel besluit tot wijziging van het ministerieel besluit van 21 oktober 1986 houdende tijdelijke maatregelen ter bestrijding van de klassieke varkenspest

De Staatssecretaris voor Landbouw,

Gelet op de wet van 30 december 1882 op de diergeneeskundige politie en de schadelijke insecten, gewijzigd bij koninklijk besluit van 14 augustus 1933 en bij de wet van 2 april 1971;

Gelet op het koninklijk besluit van 10 september 1981 houdende maatregelen van diergeneeskundige politie betreffende de klassieke varkenspest en de Afrikaanse varkenspest, gewijzigd bij koninklijk besluit van 20 april 1982, inzonderheid op de artikelen 29 en 36bis;

Gelet op het ministerieel besluit van 21 oktober 1986 houdende tijdelijke maatregelen ter bestrijding van de klassieke varkenspest, gewijzigd bij ministeriële besluiten van 12 en 13 november 1986;

Gelet op het akkoord van de Minister van Buitenlandse Betrekkingen;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 9 augustus 1980;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat bijkomende maatregelen onverwijld moeten genomen worden om het slachten van slachtvarkens die zich in het gebied omschreven bij artikel 1 van het ministerieel besluit van 21 oktober 1986 bevinden, in gans het land toe te laten,

Besluit :

**Artikel 1.** In artikel 3 van het ministerieel besluit van 21 oktober 1986 houdende tijdelijke maatregelen ter bestrijding van de klassieke varkenspest, gewijzigd bij het ministerieel besluit van 13 november 1986, worden de §§ 1 en 2 respectievelijk vervangen door de volgende bepalingen :

« § 1. De bepalingen van artikel 2,1,2 en 5 zijn niet van toepassing op de slachtvarkens.

§ 2. In afwijking van de bepalingen van het artikel 2,3 is de toegang tot de gebouwen en de terreinen van elk bedrijf waar slachtvarkens worden gehouden toegelaten aan de personen die instaan voor de commercialisatie van deze varkens. »

**Art. 2.** Bijlage I van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

**Art. 3.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Brussel, 19 december 1986.

P. DE KEERSMAEKER

## MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE

F. 86 — 1993

**19 DECEMBRE 1986.** — Arrêté ministériel modifiant l'arrêté ministériel du 21 octobre 1986 portant des mesures temporaires en vue de la lutte contre la peste porcine classique

Le Secrétaire d'Etat à l'Agriculture,

Vu la loi du 30 décembre 1882 sur la police sanitaire des animaux domestiques et les insectes nuisibles, modifiée par l'arrêté royal du 14 août 1933 et la loi du 2 avril 1971;

Vu l'arrêté royal du 10 septembre 1981 portant des mesures de police sanitaire relative à la peste porcine classique et la peste porcine africaine, modifié par l'arrêté royal du 20 avril 1982, notamment les articles 29 et 36bis;

Vu l'arrêté ministériel du 21 octobre 1986 portant des mesures temporaires en vue de la lutte contre la peste porcine classique, modifié par les arrêtés ministériels des 12 et 13 novembre 1986;

Vu l'accord du Ministre des Relations extérieures;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 9 août 1980;

Vu l'urgence;

Considérant que des mesures complémentaires doivent être prises sans retard, pour autoriser l'abattage de porcs de boucherie se trouvant dans la région définie à l'article 1er de l'arrêté ministériel du 21 octobre 1986 dans tout le pays,

Arrête :

**Article 1er.** Dans l'article 3 de l'arrêté ministériel du 21 octobre 1986 portant les mesures temporaires en vue de la lutte contre la peste porcine classique, modifié par l'arrêté ministériel du 13 novembre 1986, les §§ 1er et 2 sont remplacés respectivement par les dispositions suivantes :

« § 1er. Les dispositions de l'article 2,1,2 et 5, ne s'appliquent pas aux porcs de boucherie.

§ 2. En dérogation aux dispositions de l'article 2,3, l'accès des bâtiments et parcours de toute exploitation où sont détenus des porcs de boucherie est autorisé aux personnes assurant la commercialisation de ces porcs. »

**Art. 2.** L'annexe I du même arrêté est abrogée.

**Art. 3.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 19 décembre 1986.

P. DE KEERSMAEKER

## EXECUTIEVEN — EXÉCUTIFS

## REGION WALLONNE

F. 86 — 1994

**10 OCTOBRE 1986.** — Arrêté de l'Exécutif régional wallon déterminant pour l'année 1986 les modalités d'application de l'article 12 de l'arrêté de l'Exécutif du 30 mars 1983 fixant les règles de répartition de la part du Fonds des communes revenant aux communes de la Région wallonne, pour les années 1983 à 1988

L'Exécutif régional wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 6, § 1er, VIII, 2°;

Vu la loi du 5 janvier 1976 relative aux propositions budgétaires 1975-1976, notamment l'article 78;

Vu l'arrêté royal du 16 décembre 1976 instituant un Fonds des communes;

Vu l'arrêté de l'Exécutif du 30 mars 1983 fixant les règles de répartition de la part du Fonds des communes revenant aux communes de la Région wallonne, pour les années 1983 à 1988;

Vu l'arrêté de l'Exécutif du 27 janvier 1982 portant règlement du fonctionnement de l'Exécutif régional wallon, modifié le 23 décembre 1985;

Vu l'arrêté de l'Exécutif du 23 décembre 1985 fixant la répartition des compétences entre les Ministres, Membres de l'Exécutif;

Vu l'arrêté de l'Exécutif du 22 avril 1982 réglant la signature des actes de l'Exécutif régional wallon, modifié le 23 décembre 1985;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 9 août 1980;

Considérant que, eu égard à la situation financière des communes, il s'indique de fixer sans retard les règles de répartition de la part du Fonds des communes revenant aux communes de la Région wallonne;

Vu l'urgence;

Sur la proposition du Ministre, chargé du Logement et de la Tutelle,

Arrête :

**Article 1er.** Le Fonds d'aide exceptionnelle prévu à l'article 12 de l'arrêté de l'Exécutif du 30 mars 1983 fixant les règles de répartition de la part du Fonds des communes revenant aux communes de la Région wallonne, pour les années 1983 à 1986, est réparti, pour l'année 1986, conformément aux dispositions du présent arrêté, entre les communes classées en première catégorie par l'arrêté de l'Exécutif du 30 mars 1983 et celles des communes classées par le même arrêté en deuxième catégorie et troisième catégorie qui ont établi, sauf pour la tranche prévue à l'article 4 du présent arrêté, pour l'année 1985 :

- au moins 1 700 et au plus 2 850 centimes additionnels au précompte immobilier;
- la taxe additionnelle à l'impôt des personnes physiques à un taux qui n'est pas inférieur à 6 % ni supérieur à 8 %.

**Art. 2.** Du montant total attribué au Fonds d'aide exceptionnelle en application de l'article 2 de l'arrêté de l'Exécutif du 30 mars 1983, 3 % sont attribués à la ville de Namur pour lui permettre de faire face aux charges découlant de la localisation sur son territoire du Conseil régional wallon et d'autres institutions et services administratifs régionaux.

**Art. 3.** Après le prélèvement prévu à l'article précédent, le solde du Fonds d'aide exceptionnelle est divisé en trois tranches désignées ci-après, « première tranche », « deuxième tranche » et « troisième tranche ».

**Art. 4.** La première tranche, égale à 20,125 % du solde du Fonds visé à l'article 3 est répartie :

- a) à concurrence de deux tiers entre les communes centres d'un service régional d'incendie de la classe Y;
  - b) à concurrence d'un tiers entre les communes centres d'un service régional d'incendie de la classe Z,
- au prorata de la population des communes qui composent ces groupes à la date du 1er janvier 1985.

**Art. 5. § 1er.** La deuxième tranche, égale à 25 % du solde du Fonds visé à l'article 3, est scindée en deux parties :

1. Il est attribué aux communes dont l'intervention dans le déficit des hôpitaux constatée au compte de 1984 dépasse 10 % des recettes ordinaires propres à l'exercice, reprises au même compte, une somme égale à l'excédent de ladite intervention dans le déficit des hôpitaux par rapport aux 10 % susvisés;

2. Le solde de la tranche est attribué :

- a) aux communes dont le centre public d'aide sociale gère un ou plusieurs hôpitaux;
- b) aux communes membres d'une intercommunale qui gère un hôpital;
- c) aux communes dont les représentants constituent la majorité du conseil d'administration d'un établissement d'utilité publique qui gère un hôpital;
- d) aux communes dont le centre public d'aide sociale est membre d'une association créée en application de l'article 118 de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres d'aide sociale, afin de gérer un ou plusieurs hôpitaux.

§ 2. Le montant du solde de la tranche est réparti entre les hôpitaux gérés par les organismes précités au prorata du nombre de journées d'hospitalisation enregistrées pendant l'année 1984;

La part revenant à chaque hôpital est attribuée :

- a) à la commune dont le centre public d'aide sociale gère l'hôpital;
- b) aux communes membres de l'intercommunale qui gère l'hôpital au prorata du total des parts sociales libérées des communes et des centres publics d'aide sociale;
- c) aux communes représentées au conseil d'administration de l'établissement d'utilité publique qui gère l'hôpital, au prorata des chiffres de la population de droit, par commune, à la date du 1er janvier 1985;
- d) aux communes dont le centre public d'aide sociale est membre d'une association créée en application de l'article 118 de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres d'aide sociale, afin de gérer un ou plusieurs hôpitaux au prorata des chiffres de la population de droit, par commune, à la date du 1er janvier 1985.

Pour l'application du b, du c, et du d, de l'alinéa précédent, les parts inférieures à F 200 000 ne sont pas attribuées et sont réparties entre les autres communes bénéficiaires de la répartition relative à l'hôpital considéré.

**Art. 6.** La troisième tranche, égale à 46,875 % du solde du Fonds visé à l'article 3, est divisée en deux parties :

1° La première partie est attribuée aux communes de première catégorie, qui reçoivent une somme égale à la quote-part reçue dans cette tranche l'année précédente.

2° La deuxième partie, constituant le solde de la tranche, est attribuée aux communes de deuxième catégorie et aux communes chefs-lieux d'arrondissement classées dans la troisième catégorie.

La répartition se fait :

- a) à concurrence d'un tiers du solde de la tranche, à parts égales entre les communes considérées;
- b) à concurrence de deux tiers du solde de la tranche, au prorata de la population des communes considérées à la date du 1er janvier 1985.

**Art. 7.** Le Ministre de la Région wallonne, chargé du Logement et de la Tutelle, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 10 octobre 1986.

Le Ministre-Président de la Région wallonne, chargé des Technologies nouvelles,  
des Relations extérieures, des Affaires générales et du Personnel,

M. WATHELET

Le Ministre de la Région wallonne, chargé du Logement et de la Tutelle,

A. DALEM

## ÜBERSETZUNG

## WALLONISCHE REGION

D. 86 — 1994

**10. OKTOBER 1986.** — Erlass der Wallonischen Regionalexekutive zur Bestimmung für das Jahr 1986 der Modalitäten der Anwendung von Artikel 12 des Erlasses der Exekutive vom 30. März 1983 zur Festlegung der Regeln für die Verteilung des den Gemeinden der Wallonischen Region für die Jahre 1983 bis 1988 zustehenden Anteils am Gemeindefonds

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, insbesondere der Artikels 6, § 1, VIII, Punkt 2;

Aufgrund des Gesetzes vom 5. Januar 1976 über die Haushaltsvorschläge 1975-1976, insbesondere des Artikels 78;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 16. Dezember 1976 zur Einführung eines Gemeindefonds;

Aufgrund des Erlasses der Exekutive vom 30. März 1983 zur Festlegung der Regeln für die Verteilung des den Gemeinden der Wallonischen Region für die Jahre 1983 bis 1988 zustehenden Anteils am Gemeindefonds;

Aufgrund des am 23. Dezember 1985 abgeänderten Erlasses der Exekutive vom 27. Januar 1982 zur Regelung der Arbeitsweise der Wallonischen Regionalexekutive;

Aufgrund des Erlasses der Exekutive vom 23. Dezember 1985 zur Festlegung der Verteilung der Zuständigkeiten unter die Minister, Mitglieder der Exekutive;

Aufgrund des am 23. Dezember 1985 abgeänderten Erlasses der Exekutive vom 22. April 1982 zur Regelung der Unterzeichnung der Urkunden der Wallonischen Regionalexekutive;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3, § 1, abgeändert durch das Gesetz vom 9. August 1980;

In der Erwägung, dass es angesichts der finanziellen Lage der Gemeinden angebracht ist, die Regeln für die Verteilung des den Gemeinden der Wallonischen Region zustehenden Anteils am Gemeindefonds unverzüglich festzulegen;

Aufgrund der Dringlichkeit;

Auf Vorschlag des mit dem Wohnungswesen und der Aufsicht beauftragten Ministers,

Beschliesst die Wallonische Regionalexekutive :

**Artikel 1.** Der in Artikel 12 des Erlasses der Exekutive vom 30. März 1983 zur Festlegung der Regeln für die Verteilung des den Gemeinden der Wallonischen Region für die Jahre 1983 bis 1988 zustehenden Anteils am Gemeindefonds vorgesehene Fonds für aussergewöhnliche Hilfe wird für das Jahr 1986 gemäss den Bestimmungen des vorliegenden Erlasses verteilt unter die Gemeinden, die durch den Erlass der Exekutive vom 30. März 1983 in die erste Kategorie eingestuft worden sind, und diejenigen der Gemeinden, die durch denselben Erlass in die zweite und dritte Kategorie eingestuft worden sind und ausser für den in Artikel 4 des vorliegenden Erlasses vorgesehenen Teilbetrag für das Jahr 1985 :

— mindestens 1700 und höchstens 2850 Zuschlagshundertstel zur Immobilienverlastung festgelegt haben;

— die Zuschlagsteuer zur Steuer auf die natürlichen Personen auf einen Prozentsatz, der weder unter 6 % noch über 8 % liegt, festgelegt haben.

**Art. 2.** Von dem dem Fonds für aussergewöhnliche Hilfe in Anwendung von Artikel 2 des Erlasses der Exekutive vom 30. März 1983 zugeteilten Gesamtbetrag werden der Stadt Namür 3 % gewährt, damit sie die Kosten decken kann, die sich aus der Niederlassung auf ihrem Gebiet des Wallonischen Regionalarates und anderer regionaler Einrichtungen und Verwaltungsdienste ergeben.

**Art. 3.** Nach Abzug des im vorangehenden Artikel vorgesehenen Betrags wird der Restbetrag des Fonds für aussergewöhnliche Hilfe in drei Teilbeträge aufgeteilt, die nachstehend « erster Teilbetrag », « zweiter Teilbetrag » und « dritter Teilbetrag » genannt werden.

**Art. 4.** Von dem ersten Teilbetrag, der 20,125 % des in Artikel 3 erwähnten Restbetrags des Fonds entspricht, werden :

a) zwei Drittel unter die Gemeinden, die Zentrum eines regionalen Feuerwehrdienstes der Klasse Y sind;

b) und ein Drittel unter die Gemeinden, die Zentrum eines regionalen Feuerwehrdienstes der Klasse Z sind, verteilt, und zwar im Verhältnis zu der am 1. Januar 1985 vorhandenen Bevölkerung der Gemeinden, die diese Gruppen bilden.

**Art. 5.** Der zweite Teilbetrag, der 25 % des in Artikel 3 erwähnten Restbetrags des Fonds entspricht, wird in zwei zerteilt :

1. Den Gemeinden, deren Rechnungslegung von 1984 eine Beteiligung am Defizit der Krankenhäuser aufweist, die 10 % der in derselben Rechnungslegung angegebenen ordentlichen Einnahmen für dieses Rechnungsjahr überschreitet, wird ein Betrag gewährt, der demjenigen der besagten Beteiligung am Defizit der Krankenhäuser entspricht, der die obenerwähnten 10 % übersteigt;

2. Der Rest dieses Teilbetrags wird den Gemeinden gewährt :

a) deren öffentliches Sozialhilfezentrum ein oder mehrere Krankenhäuser verwaltet;

b) die Mitglieder einer Interkommunale sind, die ein Krankenhaus verwaltet;

c) deren Vertreter die Mehrheit des Verwaltungsrats einer Einrichtung öffentlichen Nutzens, die ein Krankenhaus verwaltet, bilden;

d) deren öffentliches Sozialhilfezentrum Mitglied einer Vereinigung ist, die in Anwendung des Artikels 118 des Grundgesetzes vom 8. Juli 1976 über die öffentlichen Sozialhilfezentren geschaffen wurde, um ein oder mehrere Krankenhäuser zu verwalten.

§ 2. Das restliche Geld des Teilbetrags wird im Verhältnis zu der im Laufe des Jahres 1984 registrierten Anzahl der im Krankenhaus verbrachten Tage unter die von den vorerwähnten Organen verwalteten Krankenhäuser verteilt.

Der Anteil, der jedem Krankenhaus zusteht, wird :

- a) der Gemeinden gewährt, deren öffentliches Sozialhilfeszentrum das Krankenhaus verwaltet;
- b) den Gemeinden gewährt, die Mitglieder einer Interkommunale sind, die das Krankenhaus verwaltet, und zwar im Verhältnis zu der Gesamtheit der eingezahlten Gesellschaftsanteile der Gemeinden und der öffentlichen Sozialhilfeszentren;
- c) den Gemeinden gewährt, die im Verwaltungsrat der Einrichtung öffentlichen Nutzens vertreten sind, die das Krankenhaus verwaltet, und zwar im Verhältnis zur Wohnbevölkerung einer jeden Gemeinde am 1. Januar 1985;
- d) den Gemeinden gewährt, deren öffentliches Sozialhilfeszentrum Mitglied einer Vereinigung ist, die in Anwendung des Artikels 118 des Grundgesetzes vom 8. Juli 1976 über die öffentlichen Sozialhilfeszentren geschaffen wurde, um ein oder mehrere Krankenhäuser zu verwalten, und zwar im Verhältnis zur Wohnbevölkerung einer jeden Gemeinde am 1. Januar 1985.

Was die Anwendung von b, c und d, des vorangehenden Absatzes betrifft, so werden die Anteile, die unter 200 000 BF liegen, nicht vergeben; sie werden unter die anderen Gemeinden verteilt, die Anspruch haben auf die Verteilung für das betreffende Krankenhaus.

Art. 6. Der dritte Teilbetrag, der 46,975 % des in Artikel 3 erwähnten Restbetrags des Fonds entspricht, wird in zwei Teile aufgeteilt :

1° der erste Teil wird den Gemeinden der ersten Kategorie gewährt; sie erhalten einen Betrag, der dem in vorangehenden Jahr in diesem Teilbetrag erhaltenen Anteil entspricht;

2° der zweite Teil, der den Restbetrag des Teilbetrags bildet, wird den Gemeinden der zweiten Kategorie gewährt, sowie den Gemeinden der dritten Kategorie, die Hauptort eines Bezirks sind.

Die Verteilung erfolgt folgendermassen :

- a) ein Drittel des Restbetrags wird zu gleichen Teilen unter die betreffenden Gemeinden verteilt;
- b) zwei Drittel des Restbetrags des Teilbetrags werden im Verhältnis zu der am 1. Januar 1985 vorhandenen Bevölkerung der berücksichtigten Gemeinden verteilt.

Art. 7. Der mit dem Wohnungswesen und der Aufsicht beauftragte Minister der Wallonischen Region ist mit der Ausführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Erlassen zu Brüssel, am 10. Oktober 1986.

Der Minister-Präsident der Wallonischen Region, beauftragt mit den Neuen Technologien, den Auswärtigen Beziehungen, den Allgemeinen Angelegenheiten und dem Personal,

M. WATHELET

Der Minister der Wallonischen Region, beauftragt mit dem Wohnungswesen und der Aufsicht,

A. DALEM

VERTALING

WAALSE GEWEST

N. 86 — 1994

10 OKTOBER 1986. — Besluit van de Waalse Gewestexecutieve tot vaststelling voor het jaar 1986 van de modaliteiten voor de toepassing van artikel 12 van het besluit van de Executieve van 30 maart 1983 houdende vaststelling van de regelen voor de omslag van het gedeelte van het Gemeentefonds dat aan de gemeenten van het Waalse Gewest voor de jaren 1983 tot 1988 toevalt

De Waalse Gewestexecutieve,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 6, § 1, VIII, 2°;

Gelet op de wet van 5 januari 1976 betreffende de budgettaire voorstellen voor 1975-1976, inzonderheid op artikel 78;

Gelet op het koninklijk besluit van 16 december 1976 tot instelling van een Gemeentefonds;

Gelet op het besluit van de Executieve van 30 maart 1983 tot vaststelling van de regelen voor de omslag van het gedeelte van het Gemeentefonds dat aan de gemeenten van het Waalse Gewest voor de jaren 1983 tot 1988 toevalt;

Gelet op het besluit van de Executieve van 27 januari 1982 houdende regeling van de werking van de Waalse Gewestexecutieve, gewijzigd op 23 december 1985;

Gelet op het besluit van de Executieve van 23 december 1985 tot vaststelling van de verdeling van de bevoegdheden onder de Ministers, leden van de Executieve;

Gelet op het besluit van de Executieve van 22 april 1982 houdende regeling van de ondertekening van de akten van de Waalse Gewestexecutieve, gewijzigd op 23 december 1985;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 9 augustus 1980;

Overwegende dat wegens de financiële toestand van de gemeenten, geboden is onverwijld de regelen voor de omslag van het gedeelte van het Gemeentefonds dat aan de gemeenten van het Waalse Gewest toevalt, vast te stellen;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Op de voordracht van de Minister belast met de Huisvesting en het Toezicht,

Besluit :

**Artikel 1.** Het Fonds voor bijzondere hulp bedoeld in artikel 12 van het besluit van de Executieve van 30 maart 1983 houdende vaststelling voor de jaren 1983 tot 1988 van de regelen voor de omalag van het gedeelte van het Gemeentefonds dat aan de gemeenten van het Waalse Gewest toekomt, wordt voor het jaar 1986 overeenkomstig de bepalingen van dit besluit omgeslagen over de gemeenten ingedeeld in de eerste categorie door het besluit van de Executieve van 30 maart 1983 en door hetzelfde besluit in de tweede en derde categorie ingedeelde gemeenten die, behoudens voor de in artikel 4 van dit besluit bedoelde tranche, voor het jaar 1985 :

- ten minste 1 700 en ten hoogste 2 850 opercentiemen op de onroerende voorheffing geheven hebben;
- de aanvullende belasting op de personenbelasting tegen een rentevoet van niet minder dan 6 % en niet hoger dan 8 % geheven hebben.

**Art. 2.** Van het totale bedrag dat aan het Fonds voor bijzondere hulp is toegekend met toepassing van artikel 2 van het besluit van de Executieve van 30 maart 1983, wordt 3 % aan de stad Namen toegewozen om haar in de mogelijkheid te stellen in de uitgaven te voorzien ten gevolge van de installatie op haar grondgebied van de Waalse Gewestraad en van andere instellingen en regionale bestuursdiensten.

**Art. 3.** Na de afnemng bedoeld in het voorafgaande artikel wordt het saldo van het Fonds voor uitzonderlijke hulp verdeeld in drie tranches, hierna genoemd « eerste tranche », « tweede tranche » en « derde tranche ».

**Art. 4.** De eerste tranche gelijk aan 28,125 % van het saldo van het in artikel 3 bedoelde Fonds wordt omgeslagen :

- a) ten belope van twee derde over de centrumgemeenten van een gewestelijke brandweerdienst van klasse Y;
- b) ten belope van één derde over de centrumgemeenten van een gewestelijke brandweerdienst van klasse Z, naar rata van het bevolkingscijfer van de gemeenten die op 1 januari 1985 tot die groepen behoren.

**Art. 5. § 1.** De tweede tranche gelijk aan 25 % van het saldo van het in artikel 3 bedoelde Fonds wordt in twee gedeelten gesplitst :

1. aan de gemeenten waarvan de in de rekening voor 1984 geconstateerde tegemoetkoming in het tekort van de ziekenhuizen meer dan 10 % bedraagt van de in dezelfde rekening opgenomen gewone ontvangsten eigen aan het dienstjaar wordt een som toegekend gelijk aan het excedent van bedoelde tegemoetkoming in het tekort van de ziekenhuizen ten opzichte van bovenvermelde 10 %;

2. het saldo van de tranche wordt toegekend :

a) aan de gemeenten waarvan het Openbaar Centrum voor maatschappelijk welzijn één of meer ziekenhuizen beheert;

b) aan de gemeenten, leden van een intercommunale vereniging die een ziekenhuis beheert;

c) aan de gemeenten waarvan de vertegenwoordigers de meerderheid van de raad van beheer vormen van een instelling van openbaar nut die een ziekenhuis beheert;

d) aan de gemeenten waarvan het Openbaar Centrum voor maatschappelijk welzijn lid is van een in toepassing van artikel 118 van de organieke wet van 8 juli 1978 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn opgerichte vereniging ten einde één of meer ziekenhuizen te beheren.

§ 2. Het bedrag van het saldo van de tranche wordt omgeslagen over de door de vorenvermelde instellingen beheerde ziekenhuizen naar rata van het aantal tijdens het jaar 1984 geregistreerde opnemingsdagen.

Het deel dat aan elk ziekenhuis toekomt, wordt toegekend :

a) aan de gemeente waarvan het centrum voor maatschappelijk welzijn het ziekenhuis beheert;

b) aan de gemeenten, leden van de intercommunale vereniging die het ziekenhuis beheert, naar rata van het totaal van de door de gemeenten en de openbare centra voor maatschappelijk welzijn vrijgemaakte maatschappelijke aandelen;

c) aan de gemeenten vertegenwoordigd in de raad van beheer van de instelling van openbaar nut die het ziekenhuis beheert, naar rata van de cijfers van de werkelijke bevolking per gemeente op 1 januari 1985;

d) aan de gemeenten waarvan het centrum voor maatschappelijk welzijn lid is van een bij toepassing van artikel 118 van de organieke wet van 8 juli 1978 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn opgerichte vereniging ten einde één of meer ziekenhuizen te beheren, naar rata van de werkelijke bevolking per gemeente op 1 januari 1985.

Voor de toepassing van b, c en d, van vorig lid worden de gedeelten van minder dan 200 000 frank niet toegewezen; zij worden omgeslagen over de andere gemeenten die deel hebben in de omslag betreffende het in aanmerking genomen ziekenhuis.

**Art. 6.** De derde tranche gelijk aan 46,875 % van het saldo van het in artikel 3 bedoelde Fonds wordt in twee gedeelten gesplitst :

1° Het eerste gedeelte wordt toegewezen aan de gemeenten van de eerste categorie die een som ontvangen gelijk aan het aandeel dat zij in het Gemeentefonds van het jaar voordien hebben ontvangen.

2° Het tweede gedeelte dat het saldo van de tranche uitmaakt, wordt aan de gemeenten van de tweede categorie en aan de in de derde categorie gerangschikte arrondissementshoofdplaatsen toegekend.

De omslag geschiedt :

a) ten belope van één derde van het saldo van de tranche, bij gelijke delen, over de in aanmerking genomen gemeenten;

b) ten belope van twee derde van het saldo van de tranche, naar rata van de bevolking van de in aanmerking genomen gemeenten op 1 januari 1985.

**Art. 7.** De Minister van het Waalse Gewest die instaat voor de Huisvesting en het Toezicht is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, op 10 oktober 1986.

De Minister-Voorzitter van het Waalse Gewest belast met de Nieuwe Technologieën,  
de Buitenlandse Betrekkingen, de Algemene Zaken en het Personeel,

M. WATHELET

De Minister van het Waalse Gewest belast met de Huisvesting en het Toezicht,

A. DALEM